

**Objet :
Agrément Collectif
Service Civique**

PROJET DE DELIBERATION

Du registre des délibérations du Conseil Municipal
Séance ordinaire de 9 septembre 2024.

Le Conseil Municipal de la Ville d'AULNOYE-AYMERIES s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances et sur convocation de son Maire en date du 2 Septembre 2024.

Présents : ALEXANDRE VIRGILE Dominique, BAUDOUX Bernard, BERNARD Serge, CARON Marianne, CARPENTIER François, DEMILLY Nicole, DENEUBOURG Sandrine, DENYS Agnès, DEPRET Kévine, DURIEUX Jean, GEORGES Hugo, LAGRENE Laurent, LEROY Brigitte, MAIRIAUX Isabelle, PARIS Vanessa, POL Maxime, THURETTE Pascal, TOURNAY Sylvie, VOLKAERT David, WAGER Corinne, WAGER Michel. (21 membres).

Ont donné procuration : DESSE Janique (à TOURNAY Sylvie), DESSE Perrine (à DENYS Agnès), PALMISTE Logan (à CARON Marianne), N'DIAYE Betty (à GEORGES Hugo), OUMHETA Bilel (à BAUDOUX Bernard). (5 membres).

Excusés : DEHIER Philippe, DURSENT Sébastien, YEDDOU Leïla. (3 membre).

La séance s'est tenue sous la présidence de Monsieur Bernard BAUDOUX, MAIRE.

Madame Agnès DENYS, adjointe, a été nommée secrétaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet d'agrément collectif de service civique exposé ci-dessous,

Monsieur Le Maire propose de se prononcer sur l'accueil de personnes volontaires au service civique.

Le service civique, instauré par la loi n°2010-241 du 10 mars 2010 et encadré par le décret n°2010-485 du 12 mai 2010, est codifié dans le Code du Service National.

Les collectivités territoriales et les établissements publics peuvent engager des volontaires pour des missions d'intérêt général dans l'un des neuf domaines prioritaires reconnus par la nation : solidarité, santé, éducation pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence.

Le service civique s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans (jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap), sans condition de diplôme, désireux de

s'engager pour une période de 8 mois auprès d'une association ou d'une personne morale de droit public, pour accomplir une mission d'intérêt général.

Les missions de service civique doivent permettre d'expérimenter ou de développer de nouveaux projets au service de la population, de démultiplier l'impact d'actions existantes en touchant davantage de bénéficiaires, ou de renforcer la qualité du service déjà rendu par les agents à la population.

A ce titre, le volontaire ne peut être indispensable au fonctionnement courant de l'organisme et ne pas exercer de tâches administratives et logistiques liées aux activités quotidiennes de l'organisme (secrétariat, accueil téléphonique, gestion des ressources humaines...).

Plusieurs conditions doivent être remplies par l'organisme d'accueil pour recourir au service civique :

- les volontaires doivent être engagés sur des missions utiles à la société, permettant de répondre aux besoins de la population et des territoires,
- les volontaires doivent intervenir en complément de l'action public et ne doit pas s'y substituer,
- les missions proposées dans le cadre du service civique s'adressent à tous les jeunes de 16 à 25 ans (élargi aux jeunes en situation de handicap jusqu'à 30 ans) et ne peuvent pas exclure les jeunes n'ayant pas de diplômes ou de qualification.

Le contrat de service civique n'est pas un contrat de travail : il ne relève pas du code du travail mais du code du service national.

En effet, l'article L 120-7 du code du service national dispose notamment que le contrat de service civique organise une collaboration exclusive de tout lien de subordination entre le volontaire et la collectivité qui l'accueille, à la différence d'un contrat de travail. Pour autant, la position du volontaire ne doit pas être celle d'un intervenant livré à lui-même : il reste soumis aux règles de service imposées par le cadre dans lequel il intervient.

Un agrément est délivré pour trois ans, selon la nature des missions proposées et la capacité de l'organisme à accompagner les volontaires.

Un tuteur doit être désigné au sein de l'organisme d'accueil pour préparer et accompagner le volontaire dans ses missions.

Les volontaires recevront une indemnité de l'État et la protection sociale sera prise en charge. Les frais d'alimentation et de transport peuvent être couverts par une indemnité complémentaire, conformément à l'article R 121-25 du Code du Service National.

Une formation civique et citoyenne sera obligatoirement assurée. Un référentiel de formation a été défini par l'Agence du Service Civique.

Les associations de la ville et du territoire peuvent accueillir des volontaires sans agrément propre, grâce à l'intermédiation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres :

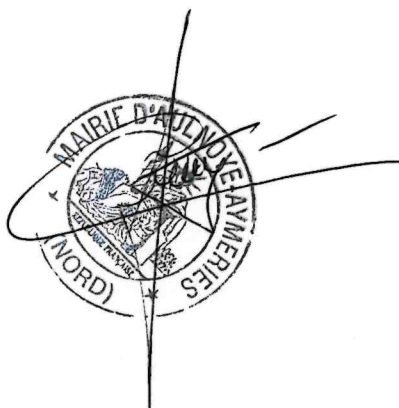
- **décide** de mettre en place l'agrément collectif Service Civique à compter septembre 2024.
- **autorise** le Maire à demander l'agrément nécessaire auprès de la SDJES Hauts de France
- **autorise** le Maire, à signer les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires et les conventions de mise à disposition auprès d'éventuelles personnes morales.

Et ont les membres présents, signé lecture faite.

« Pour extrait certifié conforme ».

A Aulnoye-Aymeries, le 9 Septembre 2024.

Le Maire,



Envoyé en préfecture le 16/09/2024

Reçu en préfecture le 16/09/2024

Publié le

S²LO

ID : 059-215900333-20240909-543-DE